

Commune de Saint Hilaire de Brethmas

B.P 1 30560 Saint Hilaire de Brethmas

☎ 04 66 61 33 59 📠 04 66 61 02 05

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2025_152AM

ARRÊTÉ PORTANT DÉSIGNATION DU RÉFÉRENT COMMUNAL POUR LA RÉFORME DE L'APOSTILLE ET DE LA LÉGALISATION

Le Maire de Saint Hilaire de Brethmas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'ordonnance n° 2020-192 du 4 mars 2020 portant réforme des modalités de délivrance de la légalisation et de l'apostille ;

Vu le décret n° 2021-1205 du 17 septembre 2021 relatif à la légalisation et à l'apostille des actes publics établis par les autorités françaises ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2024 portant application de l'article 1^{er} du décret n° 2021-12 du 17 septembre 2021 ;

CONSIDÉRANT QUE LA NÉCESSITE DE DESIGNER UN OU DES RÉFÉRENTS COMMUNAUX POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME DE L'APOSTILLE ET DE LA LÉGALISATION ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Monsieur Jean-Michel PERRET, Maire, est désigné en qualité de référent communal pour la réforme de l'apostille et de la légalisation.

ARTICLE 2 : Sont, par ailleurs désignés en qualité de référent communal pour la réforme de l'apostille et de la légalisation :

- Monsieur Rémy OFFREDI, 1^{er} Adjoint et adjoint aux finances,
- Madame Évelyne RICHARD, 2^{ème} Adjointe et adjointe aux affaires sociales,
- Madame Valérie CHAZAL, Directrice générale des services,
- Madame Nathalie PRATLONG, Officier d'état civil, en charge de l'état civil,

ARTICLE 3 : Les référents auront pour mission de coordonner la mise en place des nouvelles procédures relatives à l'apostille et à la légalisation au sein de la commune, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

REÇU EN PREFECTURE**le 19/11/2025**

Application agréée E-legalite.com

99_AR-030-213002595-20251118-2025_152AM-

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et transmis par email à l'adresse dédiée, et fera l'objet d'une publication selon les modalités habituelles.

Fait à Saint Hilaire de Brethmas, le 18/11/2025

Le Maire,

Jean-Michel PERRET

Pour le Maire empêché
l'Adjoint Délégué
E. RICHARD



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, sa transmission à Monsieur le Préfet du Gard, sa notification.
- Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, www.telerecours.fr.

REÇU EN PREFECTURE

le 19/11/2025

Application agréée E-legalite.com

99_AR-030-213002595-20251118-2025_152AM-